

Article 31 du Règlement

Terre-Neuve, l'équivalent de la disparition de l'industrie de l'automobile pour le sud de l'Ontario.

Je tiens à ce que, outre mes collègues de cette région, les gens des provinces Maritimes sachent qu'ils ne sont pas seuls dans cette lutte; le reste du Canada est avec eux. Ces stocks de poisson sont à nous aussi, tout comme nos forêts et nos usines appartiennent aussi à tous les Canadiens.

N'abandonnez pas la lutte car vous vous battez pour nous tous.

* * *

LE PROGRAMME D'INITIATIVES DANS LES VIEUX QUARTIERS

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour exprimer ma tristesse suite à l'élimination du Programme d'initiatives dans les vieux quartiers. Cette entente, qui a duré dix ans, s'est révélée un franc succès en permettant de régler certains des problèmes les plus difficiles au sein de notre société.

• (1410)

Hier, je me suis joint à un groupe de résidants de Winnipeg pour souligner la disparition de ce programme. Au lieu de nous retrouver devant le bureau d'initiatives dans les vieux quartiers, comme cela aurait été le cas ces dix dernières années, nous nous sommes retrouvés devant une pancarte «À louer».

Lorsqu'on songe aux objectifs énoncés par le gouvernement, on ne peut s'empêcher de penser à tous les dossiers qu'il qualifie de prioritaires comme la pauvreté chez les enfants. C'est dans ce quartier de Winnipeg que le taux de pauvreté infantine est le plus élevé au pays. Le gouvernement a abandonné ces enfants.

Il a aussi abandonné les familles de travailleurs qui ont besoin de garderies et de centres enfants-parents. De même, le gouvernement a laissé à leur sort les familles monoparentales qui ont besoin d'aide, d'emplois et de formation. Il a aussi abandonné les familles qui ont besoin de logements en éliminant le programme de rénovation.

Le gouvernement a renoncé à toutes ses priorités lorsqu'il a laissé tomber le Programme d'initiatives dans les vieux quartiers. C'est une perte tragique pour Winnipeg. C'est aussi un avertissement pour d'autres villes et une honte nationale.

* * *

GLENGARRY TRANSPORT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le 10 mai 1991, Glengarry Trans-

port, ou GTL, le fleuron de Glengarry et une des plus grosses sociétés de camionnage au Canada, a fermé ses portes, licenciant du même coup et à jamais 1 800 employés.

Le siège social de GTL se trouvant à Alexandria, en Ontario, beaucoup de ces travailleurs comptent parmi mes électeurs. Le gouvernement a dit aux plus anciens qu'ils auraient droit aux prestations du Programme d'adaptation des travailleurs âgés, ou PATA, une fois que leurs prestations d'assurance-chômage seraient épuisées.

Voilà maintenant onze mois que l'entreprise a fermé ses portes. Les prestations d'assurance-chômage de ces travailleurs sont épuisées et celles du PATA n'ont pas encore été approuvées. La semaine dernière, des fonctionnaires du ministère du Travail m'ont dit qu'il faudra attendre au moins jusqu'en novembre prochain. À ce moment-là, cela fera 18 mois que l'entreprise en question aura cessé ses activités.

J'invite le ministre du Travail et son homologue de l'Ontario à donner suite immédiatement à cette demande pour que mes électeurs puissent toucher leurs prestations.

* * *

L'AGRICULTURE

Mme Louise Feltham (Wild Rose): Monsieur le Président, l'industrie de l'agriculture a essuyé bien des revers dans le passé à cause des secteurs de soutien. Elle se retrouve encore dans cette situation. En raison d'une grève des employés du bureau de Vancouver du Alberta Wheat Pool, le silo-élévateur de ce dernier est toujours fermé.

Cette grève doit être réglée dès maintenant, et il faut empêcher qu'il y en ait d'autres dans l'avenir. La prospérité de l'agriculture et du pays tout entier en dépend.

* * *

L'HÔPITAL DE YELLOWKNIFE

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, la pratique barbare de l'hôpital Stanton de Yellowknife qui consiste à faire des avortements sans anesthésie attire de plus en plus l'attention dans le pays.

Cette pratique est non seulement très douloureuse, mais elle augmente le risque d'erreur de la part des médecins. Quatre-vingt-trois femmes ont déclaré qu'elles avaient subi cette torture aux mains de médecins mal renseignés. Malheureusement, les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas de collègue des médecins pour sanctionner les médecins qui font souffrir inutilement les femmes et les punir pour des activités sexuelles.